

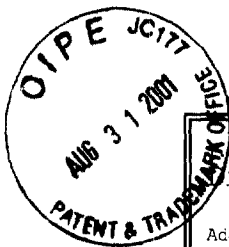


ET

101837432

ar Docket No.: 13157NP

To the Honorable 101857432 Remarks:
Please record the attached original documents or copy thereof.



Please record the attached original documents or copy thereof.	
NAME OF PARTY OF Name of conveying party(ies): <u>Ridier Chamel</u> Y.S.I.VI Additional name(s) of conveying party(ies) attached? <u> </u> Yes <u> X </u> No	
3. Nature of conveyance: <u> </u> Assignment <u> </u> Merger <u> </u> Security Agreement <u> </u> Change of Name <u> X </u> Other <u>Exclusive License Agreement</u> Execution Date: <u>12/18/1997</u>	2. Name and address of receiving party(ies) Name: <u>URBACO</u> Street Address: <u>Zone Industrielle de Couquiou</u> City: <u>Antraigues</u> Country: <u>France</u> Zip: <u>83320</u> Additional name(s) & address(es) attached? <u> </u> Yes <u> X </u> No
4. Application number(s) or patent number(s): If this document is being filed together with a new application, the execution date of the application is: <u> </u> Title: <u>POLES AND TERMINALS EQUIPPED WITH CONNECTION TO THE GROUND WITH BREAKING POINT</u> A. Patent Application No.(s) <u> </u> B. Patent No.(s) <u>6,250,835</u> Issued: <u>6/26/2001</u> Additional numbers attached? <u> </u> Yes <u> X </u> No	
5. Name and address of party to whom correspondence concerning document should be mailed: Name: <u>Ralph A. Dowell</u> Internal Address: <u> </u> Street Address: <u>Suite 309, 1215 Jefferson Davis Highway Arlington, VA 22202-3124 (703) 415-2555</u>	6. Total number of applications and patents involved: <u> 1 </u> 7. Total fee (37CFR 3.41).....\$ <u>40.00</u> <u> X </u> Enclosed <u> </u> Authorized to be charged to deposit account 8. Deposit account number: <u> </u> (Attach duplicate copy of this page if paying by deposit account)
DO NOT USE THIS SPACE	
9. Statement and signature. To the best of my knowledge and belief, the foregoing information is true and correct and any attached copy is a true copy of the original document. <u>Ralph A. Dowell 26,868</u> <u>[Signature]</u> <u>08/30/2001</u> Name of Person signing Signature Date Total number of pages including cover sheet, attachments and document: <u>18</u>	

Mail documents to be recorded with required cover sheet information to:
Commission of Patent & Trademarks, Box Assignments
Washington, D.C. 20231

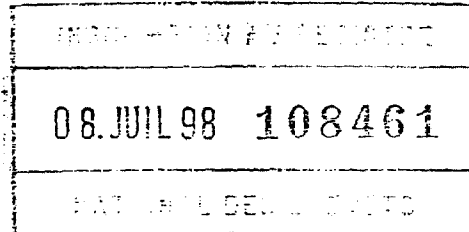
09/07/2001 DBYRNE 00000255 6250835

01 FC:501

40.00 DP

CONTRAT DE LICENCE DE BREVET**ENTRE LES SOUSSIGNES**

Monsieur CHAMEL Didier, domicilié 6 Clos des Veloutiers - 69510
 SOUCIEU EN JARREST,
 ci-après désigné "le concédant"
 d'une part,



ET

La Société URBACO, Société Anonyme dont le siège social est à
 ZI Chalencon 2 - BP 84 - VEDENE - 84964 LE PONTET CEDEX,
 représentée par Monsieur VERRA Yvan, Président Directeur
 Général, dûment habilité à cet effet,
 ci-après désignée "la licenciée"
 d'autre part

ETANT PREALABLEMENT RAPPELE QUE :

1. Monsieur CHAMEL Didier est titulaire des droits de Propriété Industrielle suivants :

Demande de brevet en France n° 9616373 déposée le 30 décembre 1996 pour "poteau et borne à dispositif de liaison au sol à limite de rupture"

2. La Société URBACO SA est intéressée par l'exploitation et la protection de l'invention en France et à l'étranger et Monsieur CHAMEL est d'accord pour lui en concéder une licence d'exploitation.

3. Afin de marquer cet intérêt, ont déjà été signés entre les parties un protocole d'accord ainsi qu'un projet de contrat de licence de brevet en date du 6 novembre 1997.

EN CONSEQUENCE DE QUOI, IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT:

Définitions :

Invention : cette notion inclut elle-même deux catégories de

12
48

produits :

- Articles de mobilier urbain utilisant les Brevets = tout article de mobilier urbain, par exemple poteau, borne ou analogue, muni conformément à l'invention d'un dispositif de liaison tel que décrit dans les Brevets.
- Produits selon les Brevets = sous-ensemble de l'article de mobilier urbain incorporant tout ou partie du dispositif de liaison décrit dans les brevets, le dispositif de liaison lui-même ou ses éléments constitutifs, tels que décrits dans les Brevets.

Territoire : le monde entier

Brevets : L'ensemble des demandes de brevet déposées et les brevets qui en seront issus.

Article 1 :

Le concédant concède par la présente à la licenciée, qui accepte, la licence exclusive d'exploitation des Brevets.

Article 2 :

La présente licence est concédée pour le Territoire.

Article 3 : Durée

1 - La présente licence entre en vigueur entre les parties le jour de la dernière signature : elle aura une durée de 10 (dix) ans depuis son entrée en vigueur.

2 - A l'issue de la période de 10 (dix) ans ci-dessus et à défaut de résiliation par l'une ou l'autre des parties, la présente licence sera tacitement reconduite d'année en année selon l'Article 10 ci-dessous.

Handwritten marks:
 12
 4V

Article 4 : BREVETS A L'ETRANGER

Le Concédant s'engage à faire déposer, en son nom, avant le 30 décembre 1997, une demande de brevet pour l'Europe (brevet européen), pour les Etats-Unis d'Amérique et pour le Japon, sous la forme d'une demande de brevet internationale (dite PCT) qui, ultérieurement donnera lieu à des dépôts correspondants en Europe, aux Etats-Unis d'Amérique et au Japon.

Article 5 : REDEVANCES

En paiement de la licence consentie, la licenciée versera au concédant pendant toute la durée du présent contrat :

- une redevance de 4 % sur le chiffre d'affaires des Articles de mobilier urbain utilisant les Brevets et des Produits selon les brevets, fabriqués et/ou vendus dans le territoire, sur le prix hors taxe hors emballage et frais de port.

Une somme forfaitaire de 50 000 F, incluant tous frais et taxes éventuels sera versée par la licenciée au concédant dans un délai d'un mois après signature de la licence définitive, et sous réserve d'obtention du brevet définitif.

La licenciée s'engage à financer l'ensemble des frais résultant des dépôts des demandes de brevet hors de France, de leur défense, de leur obtention et de leur maintien en vigueur, dans les pays mentionnés dans l'Article 4, et sous réserve de l'établissement d'un avenant à cette fin au présent contrat, dans tout autre pays qui ferait l'objet d'un dépôt, déduction faite de toute aide d'organismes tiers, dont l'Agence Nationale pour la Valorisation de la Recherche (ANVAR).

Article 6 - Perfectionnements

a) Pendant la durée du présent contrat, le Concédant et la Licenciée se communiqueront réciproquement les perfectionnements qu'ils pourraient mettre au point relativement à l'invention objet de la demande de brevet

Handwritten signature/initials

concédée.

b) La Licenciée pourra utiliser les perfectionnements apportés par le Concédant sans modification des conditions de ce contrat.

Si ces perfectionnements sont brevetables, les brevets seront pris par le Concédant, à son nom, et le Concédant accordera à la Licenciée une licence exclusive de ces brevets par avenant au présent contrat et moyennant la prise en charge, par la licenciée, de l'ensemble des frais de brevet.

c) La Licenciée, pour sa part, pourra utiliser les perfectionnements et améliorations qu'elle pourrait mettre au point après avoir obtenu l'accord du Concédant quant à l'opportunité de cette utilisation.

Dans le cas où un perfectionnement ou une amélioration mis au point par la Licenciée serait brevetable, les brevets seraient déposés au nom et aux frais de la Licenciée, étant précisé que celle-ci devra obtenir l'accord préalable du Concédant sur le texte des brevets avant leur dépôt.

Article 7 : LIVRES COMPTABLES - MODALITES DE REGLEMENT DES REDEVANCES

1 - La licenciée tiendra une comptabilité spécifique de la présente licence dans laquelle elle indiquera les quantités de produits fabriqués et vendus selon les brevets.

2 - Les redevances dues au titre de l'Article 5 ci-dessus seront payables annuellement selon les modalités suivantes

a) dans les 30 (trente) jours suivant la fin de chaque année civile, la licenciée adressera au concédant un relevé détaillé de ses ventes au cours de l'année considérée et y joindra un chèque bancaire libellé au nom de la licenciée, dont le montant correspondra aux redevances dues selon l'Article 5 ci-dessus.

12
4v

Le premier versement devra avoir lieu un an et un mois après la signature du présent contrat.

b) si dans les 30 (trente) jours à compter de la réception du relevé et du chèque visés en a) ci-dessus, le concédant n'a pas contesté par lettre recommandée avec accusé de réception, la somme qui lui a été versée, il sera considéré comme d'accord avec celle-ci.

3 - Le concédant disposera d'un délai de 90 (quatre vingt dix) jours à compter de la fin de chaque année civile d'exécution du présent contrat, pour faire exercer à ses frais, par un expert comptable de son choix, membre de l'Ordre, un audit de la comptabilité de la licenciée.

Article 8 : CONTROLES DE QUALITE

1 - La licenciée s'engage à adresser au concédant, sur simple demande, des échantillons pris au hasard parmi les produits qui seront commercialisés sur le territoire tel que défini à l'Article 2 ci-dessus, et qui mettent en oeuvre les Brevets.

2 - Il est expressément stipulé par ailleurs, que le concédant pourra exercer lui-même ou par l'intermédiaire de mandataires de son choix, des contrôles de qualité aux différents stades de fabrication des produits, des stocks et de la diffusion desdits produits, dans les différents points de vente au détail.

3 - Dans le cas où à l'occasion des contrôles exercés au titre des alinéas 1 et 2 ci-dessus, le concédant constaterait que les produits sous licence, ne répondent pas aux critères de qualité qui leur sont attachés, il le notifierait à la licenciée par lettre recommandée avec accusé de réception.

4 - Si dans les 30 (trente) jours de la réception de la lettre recommandée ci-dessus visée à l'alinéa 3, la licenciée n'a pas apporté remède aux défauts qui lui auront été notifié par le concédant, le présent contrat sera résilié de plein droit.

Handwritten initials:
D
YV

Article 9 : TERMINAISON

1 - Dans le cas où le présent contrat se poursuivrait entre les parties par tacite reconduction selon l'Article 3 alinéa 2 ci-dessus, l'une ou l'autre d'entre elles pourrait notifier à l'autre partie, par lettre recommandée, avec accusé de réception, 3 (trois) mois avant la fin de l'année en cours, son intention de mettre fin au présent contrat.

2 - Dans ce cas, la licenciée remettra au concédant dans les 30 (trente) jours de la terminaison, tous documents en sa possession se rapportant aux produits vendus sous les brevets et s'engage à cesser immédiatement l'utilisation des brevets.

Article 10 : RESILIATION

Le présent contrat serait résilié de plein droit si au cours de son exécution, l'une ou l'autre des parties ne respectait pas l'une quelconque de ses obligations et n'apportait pas remède à son manquement dans les 30 (trente) jours de la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'autre partie.

ARTICLE 11 : GARANTIE - RESPONSABILITES

Le Concédant ne garantit que l'existence matérielle de la demande de brevet concédée.

Il déclare avoir remis à la Licenciée, qui le reconnaît, tous documents et informations se rapportant à cette demande de brevet et à l'invention qui en fait l'objet.

D'un autre côté, la Licenciée assumera seule l'entière responsabilité de l'exploitation objet des présentes, le Concédant ne lui donnant aucune garantie quant aux résultats industriels et commerciaux de cette exploitation.

12
4v

Article 12 : CONTREFACON

Si une des parties a connaissance d'une contrefaçon du brevet, elle en informe immédiatement l'autre partie.

Le concédant sera libre d'engager ou non une action en contrefaçon et s'il engage une telle action la licenciée pourra se joindre à l'action, les frais et produits étant partagés par les parties.

Si le concédant n'engage pas l'action, après mise en demeure sans effet pendant 3 mois, la licenciée pourra engager l'action à ses seuls frais et profits.

Dans ce cas, le concédant signera tous pouvoirs ou documents nécessaires pour, si requis par la législation du pays concerné, engager l'action en son nom mais sous la conduite et aux seuls frais et profits du licencié sauf à rénumérer le temps et les frais exposés par le concédant.

Article 13 : SOUS-LICENCES

La licenciée ne concédera pas de sous-licence des brevets concédés sauf accord préalable écrit du concédant.

Au cas où une sous-licence serait concédée, la licenciée s'engage d'ores et déjà à faire respecter à la sous-licenciée toutes les clauses du présent contrat ; toute sous-licence devra être constatée par écrit et soumise ; tout contrat de sous-licence sera à présenter au concédant avant signature.

ARTICLE 14 : TRANSFERT DES BREVETS

Le concédant aura la liberté d'apporter ou céder les brevets et dans ce cas le présent contrat produira ses effets entre le bénéficiaire de l'apport ou le cessionnaire, qui se substituera au concédant, et le licencié.

Handwritten signature and initials, possibly 'D' and 'YV', in dark ink.

Article 15 : TRANSFERT DE LA LICENCE

Le présent contrat est conclu intuitu personae et ne pourra être transféré en tout ou en partie par la Licenciée à un tiers sauf accord préalable écrit du Concédant.

Article 16 : OPPOSABILITE DU CONTRAT AUX AYANTS DROIT DES PARTIES

En cas de décès du Concédant, le présent contrat se poursuivra avec ses héritiers et légataires, qui devront désigner un représentant unique.

En cas de modification ou de disparition de la personne juridique de la Licenciée à la suite d'une fusion ou d'une absorption ou opération analogue, la présente licence continuera avec la nouvelle entité juridique ou la Société absorbante après accord préalable écrit du Concédant que celui-ci ne pourra refuser sans motif sérieux.

Article 17 : DROIT APPLICABLE - LITIGES

- 1 - Le présent contrat est soumis au droit français,
- 2 - Tout différend né entre les parties de son interprétation et/ou de son exécution sera, à défaut de résolution amiable, soumis par la partie la plus diligente, au tribunal de grande instance de LYON.

Article 18 : SUBSTITUTION

Le présent contrat annule et remplace tout accord précédemment passé entre les parties.

Article 19 : ENREGISTREMENT FISCAL - INSCRIPTION AU REGISTRE NATIONAL DES BREVETS ET REGISTRE NATIONAL DES MODELES

- 1 - Toutes les impositions, taxes et droits et autres frais qui

DC
UV

seraient dus en conséquence de la présente licence et du versement des redevances visées à l'Article 4 ci-dessus, seront à la charge de la licenciée qui s'engage à les verser en temps utile et à procéder à toute formalité fiscale qui découlerait de la présente licence.

2 - Les frais afférents aux formalités administratives d'inscription de la présente licence aux Registres Nationaux des Brevets et Modèles à l'Institut National de la Propriété Industrielle seront à la charge de la licenciée qui s'y oblige.

Article 20 : POUVOIR

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original du présent acte, pour faire inscrire ladite licence aux Registres Nationaux des Brevets et Modèles.

Fait à Vedène
le 18/12/87
en 3 (trois) exemplaires

Monsieur Didier CHAMEL

URBACO SA

Lu et approuvé



URBACO
Z.I CHALANCON 2
B.P 8
84270 VEDENE
Tél. : 90.32.00.00
Fax : 90.32.40.56

PATENT LICENSING AGREEMENT

BETWEEN THE UNDERSIGNED

Mr Didier CHAMEL, resident at 6 Clos des Veloutiers - 69510 SOUCIEU EN JARREST,
hereinafter referred to as "the licensor"
on the one hand,

AND

The company URBACO, a limited liability company whose registered office is at
ZI Chalencon 2 - BP 84 - VEDENE - 84964 LE PONTET CEDEX,
represented by Mr Yvan VERRA, Chairman and Managing Director, who is duly authorized
for this purpose,
hereinafter referred to as "the licensee"
on the other hand.

WHEREAS

1. Mr Didier CHAMEL is the holder of the following industrial property rights:

French Patent Application No. 9616373 filed on 30 December 1996 relating to a "pole and post with a ground-linking arrangement with a breaking point".

2. URBACO SA is interested in operating and protecting the invention in France and other countries and Mr CHAMEL agrees to grant it an operating licence.

3. In order to express this interest, the parties have already signed an agreement and a draft patent licensing agreement dated 6 November 1997.

IN VIEW OF THE ABOVE, THE FOLLOWING PROVISIONS HAVE BEEN AGREED:

Definitions:

Invention: This concept actually includes two categories of products:

- Street furniture items using the patents = any street furniture item, for example a pole, post or the like, that is provided with a linking arrangement according to the invention, as described in the patents.

- Products according to the patents = subassembly of the street furniture item including some or all of the linking arrangement described in the patents, the linking arrangement itself or its constituent parts as described in the patents.

Territory: The entire world.

Patents: All the patent applications filed and the patents resulting from them.

Article 1:

The licensor hereby grants to the licensee, which accepts, an exclusive licence to exploit the patents.

Article 2:

This licence is granted for the Territory.

Article 3: Duration

1 - This licence shall come into force between the parties on the day on which the last signature is affixed: it shall have a duration of 10 (ten) years after the date on which it comes into force.

2 - At the end of the aforementioned period of 10 (ten) years, if it is not terminated by either of the parties, this licence shall be tacitly renewed each year on the basis of Article 10 below.

Article 4: PATENTS OUTSIDE FRANCE

The licensor undertakes to arrange, in its own name, before 30 December 1997, a patent application for Europe (European patent), the United States of America and Japan, in the form of an international patent application (referred to as a PCT) which shall subsequently result in corresponding applications being filed in Europe, the United States of America and Japan.

Article 5: ROYALTIES

In consideration of the granting of the licence, the licensee shall pay the licensor throughout the life of this agreement:

- royalties of 4% of the sales of the street furniture items using the patents and products according to the patents that are manufactured and/or sold in the territory, based on the price exclusive of taxes, packaging and carriage expenses.

A lump sum of FF 50 000, including any charges and duties, shall be paid by the licensee to the licensor within one month of the signing of the final licence, subject to the final granting of the patent.

The licensee undertakes to pay all the expenses resulting from the filing of patent applications outside France, from defending and obtaining the latter and from maintaining them in force in the countries specified in Article 4, subject to the drawing-up of a rider for this purpose to this agreement in all other countries in which patent applications are made, after deduction of any assistance from third-party organizations, including the National Agency for the Promotion of Research (ANVAR).

Article 6: Improvements

a) Throughout the life of this agreement, the licensor and the licensee shall inform one another of the improvements that they have been able to develop with regard to the invention covered by the patent application to which the licence relates.

b) The licensee may use the improvements supplied by the licensor without amendment to the conditions of this agreement.

If the improvements in question are patentable, the patents shall be taken out by the licensor, in its own name, and the licensor shall grant the licensee an exclusive licence to these patents by means of a rider to this agreement, all the patent charges being borne by the licensee.

c) The licensee may use the improvements and refinements that it has been able to develop after having obtained the agreement of the licensor regarding the appropriateness of such utilization.

If an improvement or refinement developed by the licensee is patentable, the patents shall be applied for in the name and at the expense of the licensee, on condition that the latter obtains the licensor's agreement to the wording of the patents before they are filed.

Article 7: ACCOUNTS - ARRANGEMENTS FOR THE PAYMENT OF ROYALTIES

1 - The licensee shall keep account specifically for this licence, in which it shall indicate the quantities of products manufactured and sold on the basis of the patents.

2 - The royalties payable under Article 5 above shall be payable on an annual basis according to the following arrangements:

a) Within 30 (thirty) days of the end of each calendar year, the licensee shall send the licensor a detailed statement of its sales during the year in question and shall enclose with it a bank cheque made out in the name of the licensee, the amount of which shall correspond to the royalties payable according to Article 5 above. The first payment must be made within one year and one month after the signing of this agreement.

b) If, within 30 (thirty) days of receipt of the statement and the cheque referred to in a) above, the licensor fails to send a registered letter with confirmation of receipt disputing the amount paid to it, it shall be deemed to be in agreement with it.

3 - The licensor shall have 90 (ninety) days following the end of each calendar year of performance of this agreement to arrange for the licensee's accounts to be audited by an independent auditor of his choice, who must be a member of the professional accountants association.

Article 8: QUALITY CONTROL

1 - The licensee undertakes to immediately send the licensor, on request, random samples of the products that are to be marketed in the territory as defined in Article 2 above and that embody the patents.

2 - It is expressly specified, moreover, that the licensor may itself perform or arrange for the representatives of its choice to perform quality checks at the various stages of manufacture of the products, stocks and the distribution of the said products at the various retail points of sale.

3 - If, when performing the checks specified in paragraphs 1 and 2 above, the licensor discovers that the licensed products do not meet the quality criteria applied to them, he shall inform the licensee of this by registered letter with confirmation of receipt.

4 - If, within 30 (thirty) days of receipt of the registered letter referred to above in paragraph 3, the licensee fails to remedy the defects reported to it by the licensor, this agreement shall be cancelled as of right.

Article 9: TERMINATION

1 - If this agreement is continued by the parties by means of tacit renewal as described in Article 3, paragraph 2 above, either of the parties may, 3 (three) months before the end of the current year, inform the other party by registered letter with confirmation of receipt of its intention to terminate this agreement.

2 - In such a case, the licensee shall, within 30 (thirty) days of termination, return to the licensor all the documents in its possession relating to the products sold that are covered by the patents and undertakes to immediately cease to utilize the patents.

Article 10: CANCELLATION

This agreement shall be cancelled as of right if, during its performance, either of the parties fails to observe any of its obligations and does not remedy such failure within 30 (thirty) days of receipt of a registered letter with confirmation of receipt sent by the other party.

Article 11: GUARANTEE - LIABILITY

The licensor only guarantees the actual existence of the patent application to which the licence relates.

He declares that he has passed on to the licensee, which acknowledges this, all the documents and information relating to the said patent application and the invention to which the patent application relates.

The licensee shall be solely and wholly liable for exploitation of the subject-matter of these presents and the licensor does not give the licensee any guarantee regarding the industrial and commercial results of such exploitation.

Article 12: INFRINGEMENT

If either of the parties is aware that the patent is being infringed, it shall immediately inform the other party of this.

The licensor shall be free to decide whether or not to institute infringement proceedings but, if he decides to take such action, the licensee shall be entitled to join the proceedings, the expenses and proceeds being shared between the parties.

If the licensor does not institute proceedings within 3 months of having been formally requested to do so, the licensee may institute proceedings at its sole expense and for its sole benefit.

In such a case, the licensor shall sign all the powers of attorney and documents necessary, if required by the law of the country in question, to institute proceedings in its name but under the responsibility of, solely at the expense of and for the sole benefit of the licensee apart from amounts payable to compensate the licensor for the time spent and expenses incurred by the latter.

Article 13: SUBLICENCES

The licensee shall not grant any sublicense in respect of the licensed patents without the prior written agreement of the licensor.

If a sublicense is granted, the licensee already undertakes to ensure that the sublicensee observes all the clauses of this agreement; all sublicences must be evidenced in writing and submitted; all sublicensing agreements must be passed on to the licensor prior to signing.

Article 14: TRANSFER OF PATENTS

The licensor shall be free to contribute or assign the patents and, in such a case, the effects of this agreement shall apply to the relationship between the licensee and the beneficiary of the contribution or assignee, which shall substitute for the licensor.

Article 15: TRANSFER OF THE LICENCE

This agreement is concluded intuitu personae and may not be transferred in whole or in part by the licensee to a third party without the prior written agreement of the licensor.

Article 16: OPPOSABILITY OF THE AGREEMENT TO THE SUCCESSORS IN TITLE OF THE PARTIES

In the event of the death of the licensor, this agreement shall be continued with the heirs and legatees, who shall be obliged to appoint a single representative.

In the event of modification or disappearance of the legal person constituting the licensee as a result of a merger, takeover or similar operation, this licence shall be continued with the new legal person or the taking-over company with the prior written agreement of the licensor, which the latter shall not be entitled to refuse without good reason.

Article 17: JURISDICTION - DISPUTES

1 - This agreement is subject to French law.

2 - Any dispute relating to its interpretation and/or performance arising between the parties shall, in the absence of amicable settlement, be submitted by the first party to take action to the high court of LYONS.

Article 18: SUBSTITUTION

This agreement cancels and replaces any previous agreement between the parties.

Article 19: TAX REGISTRATION - ENTRY IN THE NATIONAL PATENTS REGISTER AND NATIONAL REGISTER OF UTILITY MODELS

1 - All imposts, taxes, duties and other charges payable as a result of this licence and payment of the royalties referred to in Article 4 above shall be the responsibility of the licensee, which undertakes to pay them in good time and to perform any tax formality arising in connection with this licence.

2 - The expenses associated with the administrative formalities linked to the entry of this licence in the National Patents Register and the National Register of Utility Models shall be borne by the licensee, which undertakes to pay them.

Article 20: POWERS

Full powers are granted to the bearer of an original copy of this document to arrange for the entry of the said licence in the National Patents Register and the National Utility Models Register.

Done at Vedène
on 18 December 1997
in 3 (three) copies

Mr Didier CHAMEL

URBACO SA

Read and approved [signature]

[signature]

[stamp of URBACO]